



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Unité départementale de Seine-et-Marne

Savigny-le-Temple, le 12/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



SABLIÈRES DU PORTMONTAIN

cd 78 rue des Grèves
77227013
77114 HERME

Références : 220880

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2022 dans l'établissement SABLIÈRES DU PORTMONTAIN implanté cd 78 rue des Grèves 77227013 77114 HERME. L'inspection a été annoncée le 23/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIÈRES DU PORTMONTAIN
- cd 78 rue des Grèves 77227013 77114 HERME
- Code AIOT dans GUN : 0006513532
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière de Hermé est une carrière de sables et graviers alluvionnaires et des installations de traitements de matériaux sur le territoire de la commune d'HERME.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- accès du site - clôtures
- piézomètres
- plan de gestion des déchets inertes
- bilan annuel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article III-19	/	Lettre de suite préfectorale
Aménagements et accès à la carrière	Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article III-4	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plans	Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article III-21	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets d'extraction bis	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, un point documentaire a été effectué à propos de la mise en place du transformateur SNCF implanté cette année sur le périmètre de la carrière.

L'exploitant a renoncé à exploiter certaines parties de la carrières pour diverses raisons.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est en cours de rédaction afin de prendre en compte ces surfaces en renonciation et les modifications d'exploitation qui en découlent.

L'exploitant devra se positionner quant à l'intégrité des piézomètres présents sur son site ainsi que sur l'état de ses clotures.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article III-21

Thème(s) : Risques accidentels, Bilan annuel

Prescription contrôlée :

Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral sur lequel sont reportés :

- l'échelle et l'orientation,
- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les bandes de 10 mètres,
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones déjà exploitées non remises en état,
- les zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (cote NGF),
- les convoyeurs et infrastructures,
- les pistes et voies de circulation y compris hors périmètre,
- le tracé des lignes électriques,
- les piézomètres, les fossés de recharge,
- la position des éléments visés à l'article 111-20 et s'il y a lieu leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,
- les bornes mentionnées à l'article 111-2,
- les valeurs des éléments SI, S2 et L définis à l'article V-I

Ce plan, remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, est certifié conforme par l'exploitant et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...)

Il est joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.

Une copie de ce plan datée, certifiée et signée par l'exploitant et ses annexes sont adressées à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février de l'année N+1.

Constats :

L'exploitant a transmis son bilan annuel le 28 janvier 2022.

Les garanties financières seront mises à jour par arrêté préfectoral complémentaire suite à un porter à connaissance déposé par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Interdiction d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article III-19
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité (cf. article 1-5), l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. L'accès de l'exploitation est interdit au public. Les intersections avec les chemins sont équipées de portail. Une clôture solide et efficace constituée au plus de grillages à larges mailles (10x10 cm au minimum) avec des poteaux espacés de 5 m au moins à l'exclusion de toute maçonnerie de fondation est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, les pistes, les convoyeurs s'ils sont non capotés. Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier, sur les chemins d'accès aux travaux, ainsi qu'à proximité du périmètre clôturé et particulièrement le long des chemins ruraux.
Constats : Il a été constaté le jour de la visite que certaines clôtures étaient inefficaces voire inexistantes dans certains secteurs. Les clôtures sont à compléter à proximité de la zone de renonciation archéologique. Dans le secteur du transformateur SNCF, les clôtures doivent être mises en place. Un affichage doit également être mis en place. L'exploitant devra vérifier l'intégrité de toutes ses clôtures et mettre en place celles qui sont manquantes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets d'extraction bis

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, PGD

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
 - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
 - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
 - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
 - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
 - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
 - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
 - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
 - les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.
- Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

L'exploitant a présenté son plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées daté de janvier 2020.

Au vu de la modification de la localisation des bassins de décantation de la carrière, l'exploitant va mettre à jour son PGDI afin de localiser les nouveaux bassins de décantations, les zones de stockage mises en place, les stocks de plus de 3 ans ainsi que les merlons de plus de 3 ans.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aménagements et accès à la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article III-4
Thème(s) : Risques accidentels, Piézomètres
Prescription contrôlée : Il existe 4 piézomètres, 6 piézomètres supplémentaires sont créés. Les débouchés de la carrière sur la voirie publique sont signalés et aménagés de telle sorte qu'ils n'aggravent pas la situation de risque pour la sécurité publique.
Constats : Il a été vu le jour de la visite un piézomètre non cadenassé, non numéroté. L'exploitant devra faire un point sur l'intégrité de tous les piézomètres de l'installation. Ceux-ci devront être répertoriés, nommés et repérés sur le plan de suivi de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

